



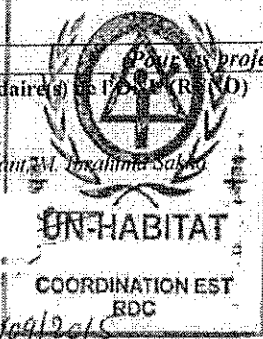

FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
Mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)
Révision du budget ou de la durée de projet sans impact sur le coût global¹

Titre du projet : AMANI NJIA YA MAENDELEO : « La Paix est la voie du Développement »	Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU (RUNOs) ONU-Habitat (lead) ; IOM ; UNESCO ; UNDP
Personne à contacter concernant le projet : M. Ibrahima Sakho Représentant Pays ONU-Habitat E-mail : ibrahima.sakho@unhabitat.org M. Jean-Philippe Chauzy Directeur pays OIM E-mail : jpchauzy@iom.int Mme. Priya GAJRAJ Directeur pays PNUD E-mail : priya.gajraj@undp.org M. Abdourahmane DIALLO Représentant Pays UNESCO E-mail : a.diallo@unesco.org	Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (gouvernement, organisation de la société civile, etc.) : GoDRC : PNC, Administration Publique, Justice, Services fonciers, Services des routes, Commission Foncière de l'Ituri, Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Élevage ; Division provinciale du Développement Rural. MONUSCO : CAS, JSS, Correction, UNPOL, SVU, SSU ONG nationales : Réseau Haki na Amani (RHA), APEC
Numéro de projet du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluri partenaires (MPTF) : PBF/IRF-96	Site du projet : Province Orientale démembrée, Ituri, axe Mambasa-Epulu-Nia-Nia
Description du projet : Contribution à la stabilisation de l'axe Mambasa-Epulu, Nia-Nia par la restauration d'un minimum sécuritaire et la résolution des conflits latents de la zone ainsi que la lutte	Coût total du projet : USD 5'046'210.95 Budget d'origine approuvé : USD 4'375'981.00 Contribution supplémentaire du Gouvernement : Autres : Norvège: USD 670'229.81 (pilier)

¹ Veuillez utiliser ce formulaire UNIQUEMENT pour effectuer une demande i) de prorogation de la mise en œuvre d'un projet sans implication de coût ni modification importante du domaine de résultat visé ou ii) de réallocation budgétaire pour un même projet de budget ayant un impact d'au moins 15 % sur une ou plusieurs catégories de dépense mais sans impact significatif sur le résultat visé.

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

contre l'impunité des crimes de violences sexuelles	économique/FAO)
	Date de démarrage du projet : 12/2014 Date initiale d'achèvement du projet : 18 mois Nouvelle date d'achèvement (le cas échéant): N/A
« Score » d'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») ² : 2	
<p>Résultats du projet :</p> <p>Résultat 1 : La population de l'axe Mambasa, Epulu et Nia-Nia et les représentants de l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour répondre aux causes des conflits, consolider la paix et créer les bases pour la création d'institutions transparentes, inclusives et effectives.</p> <p>Résultat 2 : L'Etat est capable de fournir de plus en plus de services adéquats par sa présence accrue sur l'axe.</p> <p>Résultat 3 : Basé sur leurs propres recommandations, les hommes et les femmes sur l'axe Mambasa – Epulu – Nia-Nia, sont engagés dans des activités de relance économiques et construisent la cohésion sociale en dépit des chocs externes menant à une meilleure cohésion et résilience communautaire</p>	
Domaine de résultat du Fonds ³ décrivant au mieux l'objectif du projet : 1.4 Dialogue politique	

	
Entité(s) récipiendaire(s) de l'IRF (RNO) ONU-Habitat Nom du Représentant : M. Ibrahim Sabir Signature Date et cachet : 10/09/2015 UNESCO Nom du Représentant : M. Abdourahmane Diallo Signature Date et cachet : 15/9/15	Représentant des autorités nationales STAREC national : Mr Alain Kashindi Signature Date et cachet : 11 SEPT 2015 

² PBF prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles aux projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1888, 1889, 1960 et 2122 et tel que mandaté par le Secrétaire général dans ses Sept engagements du Plan d'action pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix.

³ Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) : (1.1) Réforme du secteur de la sécurité; (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;
2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits (Priorité 2) : (2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;
3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) : (3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Moyens de subsistance durable.
- 4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4). (4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'Etat/ administration locale; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE CÔTÉ GLOBAL
 FORMULAIRE 2.3

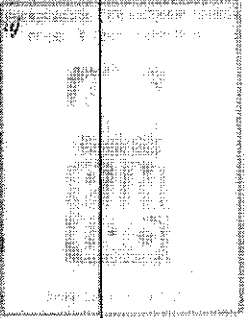

<p>PNUD <i>Nom du Directeur Pays : Mme. Priya Gajjar</i></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet 10/9/2015</i></p> <p>OIM <i>Chef de Mission M. Jean-Benoît Chauvin</i></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet 10/03/2015</i></p>	
<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p><i>Nom du Représentant : Oscar Fernández Franco</i></p> <p><i>Signature</i></p> <p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix, New York</p> <p><i>Date et cachet</i></p>	<p>Coordonnateur Résident (CR)</p> <p><i>Nom du Représentant : Dr. Mannadou P. Diallo</i></p> <p><i>Signature</i></p> <p>Bureau du CR</p> <p><i>Date et cachet 15/09/15</i></p> 

Table des matières :

I. Raison de la révision et explication.....	5
II. Objectif de l'appui du Fonds et mise en œuvre proposée.....	6
a) Nouveaux résultats du projet, théorie du changement, activités, cibles et enchaînement.....	6
b) Budget révisé.....	8
c) Capacité des nouvelles RUNOs et des nouveaux partenaires d'exécution.....	16
III. Gestion et coordination.....	16
a) Gestion du projet.....	16
b) Gestion des risques.....	16
c) Suivi et évaluation.....	18
d) Dispositions administratives (langage normalisé).....	18

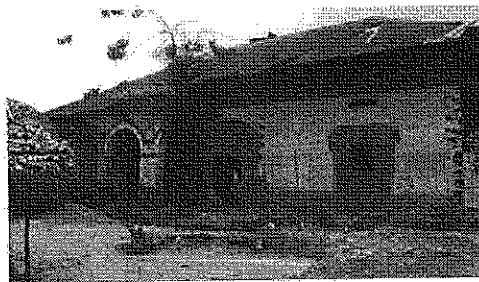
I. Raison de la révision et explication

La demande de révision est justifiée par la présence d'autres projets assurant la provision des activités de réhabilitation d'un axe routier initialement prévu par le projet ; une évaluation inadéquate de l'étendue des besoins en matière de réhabilitation des bâtiments de la Police Nationale Congolaise (PNC) et l'existence d'un besoin exprimé dans le domaine.

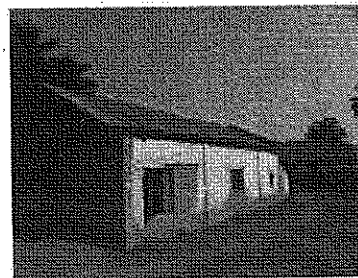
L'équipe OIM a pu constater au moment du démarrage du projet que l'axe routier que le projet avait prévu de réhabiliter, Luemba-Mambasa, était déjà couvert par un autre projet, PAREST, financé par l'Union Européenne. De plus, le projet PAREST couvre un kilométrage plus important que les 57km prévu par le projet.

Après concertation avec le Secrétariat du PBF en RDC, l'Unité d'appui à la stabilisation de la MONUSCO (UAS/MONUSCO), les autorités ont confié à OIM un nouvel axe, Mambasa-N'duye. Toutefois, l'étude de faisabilité de la réhabilitation de ce nouvel axe a révélé que Welthungerhilfe (WHH), avec financement du Fonds pour la Consolidation de la Paix de la banque allemande KfW, s'appropriait à lancer un nouveau programme sur ce même axe, incluant la réhabilitation de la route. WHH est déjà très avancé dans ses études d'impact et d'évaluation, et sont actuellement en cours de finalisation du document de projet et les évaluations d'impact sont finalisées.

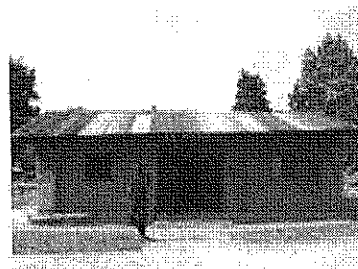
Dans un développement parallèle, L'étude de faisabilité de la réhabilitation de la toiture des bâtiments de la PNC a mis en exergue que l'objectif prévu de réhabilitation et petite maintenance avait sous-estimé l'état des bâtiments. Les bâtiments de police de Mambasa et de Nia-Nia datent des années 50. Construits en briques, ils ne supporteraient pas la charge d'une toiture rénovée. Même constat pour le bâtiment d'Epulu construit en boué séchée. Concernant le sous-commissariat de Biakato, avec la suppression de la réhabilitation de l'axe routier, il se trouve maintenant éloigné de l'axe d'intervention est ouest Mambasa Epulu Nia-Nia. Il a donc été jugé préférable, étant donné le budget



Commissariat de Nia-Nia, 2015



Commissariat de District de Mombasa, 2015



Sous-commissariat d'Epulu, 2015

disponible, de revoir également cette partie du produit.

Les autorités de la PNC ont formulées leur souhait de voir la construction de commissariats selon les normes architecturales de la police afin d'avoir un outil de travail leur permettant d'être effectivement présent sur l'axe d'intervention.

Compte tenu de la présence d'un partenaire sur l'axe Mambasa N'duye apportant un soutien complémentaire aux bénéficiaires, œuvrant sur du long terme avec une capacité supérieure à celle de ce projet, prenant en compte les normes environnementales et sociales, les partenaires du projet, en consultation avec les autorités et l'Unité d'appui à la stabilisation de la MONUSCO, proposent de se retirer de la rénovation de la route, tout en assurant une liaison avec WHH et PAREST, et de réattribuer les fonds destinés à la route à la construction de commissariats. Ces changements ont été approuvés par le gouvernement provincial et la coordination du programme STAREC.

La révision demandée n'entraîne pas d'effets sur l'étendue, les objectifs, la durée et le budget du projet.

II. Objectif de l'appui du Fonds et mise en œuvre proposée

- a) Nouveaux résultats du projet, théorie du changement, activités, cibles et enchaînement

La révision du projet demandée se porte sur l'**Objectif spécifique 2 (pilier restauration de l'autorité de l'Etat)** : « L'Etat est capable de fournir de plus en plus de services adéquats par sa présence accrue sur l'axe Mambasa-Epulu-Nia-Nia. »

La révision n'a pas d'impact sur le **résultat / effet 2.1**. « L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue l'axe Mambasa-Epulu-Nia-Nia » et la théorie du changement n'est pas modifiée.

En revanche, les **produits** initialement prévus sont reformulés comme suit :

- 2.1.1. 57 Km de route Luemba-Mambasa sont réhabilitées en méthode HIMO⁴ (OIM) → **supprimé**
- 2.1.2. 1 bâtiment de la police territoriale (état-major district) et 3 commissariats (Epulu, Biakato, Nia-Nia) sont réhabilités (petite maintenance) et leur personnel est équipé en moyens de communication (OIM + MONUSCO Corrections) → **1 commissariat de District (Mambasa), 1 Commissariat (Nia-Nia) et 1 sous-commissariat (Epulu) sont construits et dotés d'équipements électriques solaires, équipés en matériel et mobilier de bureau et leur personnel est équipé en moyens de communication, (OIM + MONUSCO Corrections)**

Les **indicateurs** associés au produit 2.1.1 sont supprimés. Les indicateurs du produit 2.1.2 sont reformulés comme suit :

**IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3**

Indicateur initial	Indicateur tel que modifié
Indicateur : Nombre de bâtiments de la police territoriale réhabilités Niveau de référence : 0 Cible : 2	Indicateur : Nombre de Commissariats construits Niveau de référence : 0 Cible : 2
Indicateur : Nombre de bâtiments de la police territoriale réhabilités Niveau de référence : 0 Cible : 1	Indicateur : Nombre de Sous-commissariats construits Niveau de référence : 0 Cible : 1
Indicateur : Nombre de systèmes de communication installés Niveau de référence : 0 Cible : 1 par bâtiment de la police territoriale	Indicateur : Nombre de systèmes de communication installés Niveau de référence : 0 Cible : 3 (1 par commissariat ou sous-commissariat)
Indicateur : Nombre de radios Motorola distribuées Niveau de référence : 0 Cible : 10 par bâtiment de la police territoriale/commissariat	Indicateur : Nombre de radios Motorola distribuées Niveau de référence : 0 Cible : 35 (15 par commissariat et 5 pour le sous commissariat)
	Indicateur : Nombre de kits solaires installés Niveau de référence : 0 Cible : 3 (1 par commissariat ou sous-commissariat)
	Indicateur : Nombre de kits mobilier et bureautique installés Niveau de référence : 0 Cible : 3 (1 par commissariat ou sous-commissariat)

Les activités mise en œuvre sous le produit 2.1.2 tel que modifiées sont comme suit :

- **Construction d'un Commissariat à Mambasa** : construction d'1 bâtiment dont le sol revêtu en carrelage de 466 m2 respectant les standards recommandés par la PNC, avec comme annexes une citerne surélevée de 12 m3 en béton armé, deux fosses septiques pour 30 usagers et l'aménagement de la cour extérieure ;
- **Construction du Commissariat à Nia-Nia** : construction d'1 bâtiment de qualité dont le sol revêtu en carrelage de 466 m2 respectant les standards recommandés par la PNC, avec comme annexes une citerne surélevée de 12 m3 en béton armé, deux fosses septiques pour 30 usagers et l'aménagement de la cour extérieure ;
- **Construction du Sous-commissariat à Epulu** : construction d'1 bâtiment de 123 m2 respectant les standards recommandés par la PNC avec une fosse septique pour 30 usagers et l'aménagement de la cour extérieure ;
- Les trois bâtiments seront équipés chacun de moyens de communications, d'une source d'énergie en panneaux solaires avec accessoires, d'équipements informatiques, d'équipements de communication et de mobiliers.

La construction de ces ouvrages respectera les normes en vigueur de la construction des bâtiments et de l'environnement.

L'étude de faisabilité complète est disponible ainsi que les Plans, les fiches techniques et le cahier des charges. Trois terrains ont été identifiés par la PNC et les autorités dans les 3 sites. Le choix de l'emplacement des terrains proche des lieux actuels de concentration de population par rapport à l'emplacement des anciens bâtiments contribuera au rapprochement et renforcera le lien avec la population.

Avec cette approche prenant en compte la réalité du terrain à la date de nos réalisations nous pouvons ainsi atteindre le **Résultat et l'effet 2.1**. « L'Etat à la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Mambasa-Epulu-Nia-Nia. » En effet, la réalisation de ces constructions, couplée aux activités de formation sur le module Police de proximité permettra aux agents de police de fournir les services adéquats et répondre aux attentes de la population. Un budget pour soutenir le déploiement de policiers est prévu à ce volet. Ainsi 3 commissariats neufs et équipés seront occupés par des policiers récemment formés et nouvellement déployés ce qui apportera un réel changement dans le service à la population.⁵

b) Budget révisé

La révision n'entraîne pas de coûts supplémentaires. Le budget sera réaffecté (voir tableau du budget ci-dessous).

Tableau 1: Projet d'activité budgétaire indicatif

Seuls le budget les produits 2.1.1 (supprimé) et 2.1.2 (se voit réallouer le budget initialement prévu pour 2.1.1) sont modifiés, le reste demeure inchangé.

Numéro du produit	Nom du produit/ activité	Budget du produit/ activité par Entité bénéficiaire de l'ONU	Catégorie de dépense de l'ONU (voir tableau suivant pour les catégories)	Commentaires (c.à.d. sur la justification concernant les types d'apports fournis ou le budget)
Résultat 1.1 :				
Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix sont formulées dans l'axe Mambasa-Epulu-Nia-nia en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes, et une culture de dialogue est profondément ancrée dans ces communautés.				
Produit 1.1.0.	Une étude de référence est fait, afin d'établir le baseline du projet conjoint, et un calendrier de visites de terrain et des réunions de suivi est déterminé.	UNHABITAT (lead) : 200,104 \$	1. Personnel et autres employés 4. Services contractuels 5. Frais de déplacement	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 1.1.1.	Les structures communautaires (10	OIM (RHA/APEC) 255,588\$	Personnel; Fournitures,	Pas de changement par rapport au budget initial

⁵ Ce changement sera capturé par la collecte de données sur l'indicateur au niveau du résultat (*outcome*).

**IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3**

	CLEs, 5 Comités locaux de gestion des ressources naturelles, 12 maisons de femmes, 10 organisations féminines) sont renforcées	UNESCO 86,238 \$ UNHABITAT : 14,000 \$	matériels ; Frais de déplacement ; Transferts et subventions aux homologues ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	
Produit 1.1.2.	30 chefs de chefferie et autres leaders communautaires formés	OIM (RHA et APEC) 168,088\$	Personnel; Frais de déplacement ; Transferts et subventions aux homologues ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 1.1.3.	100 représentants communautaires dont 30% des femmes (y inclus chefs de chefferie) sont formés	OIM (RHA) 183,088\$	Personnel; Frais de déplacement ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 1.1.4.	Les populations sur l'axe dont 20,000 personnes touchées par les séances d'informations et sensibilisation	OIM (APEC/RHA) 250,000\$ UN-Habitat 50,800\$ UNESCO 206,868 \$ PNUD 15,000\$	Fournitures, matériels ; Frais de déplacement ; Transferts et subventions aux homologues ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	Pas de changement par rapport au budget initial
Résultat 1.2 : Endossement et prise en compte des résultats des dialogues par les communautés et les autorités pour la résolution des conflits identifiés au résultat 1				
Produit 1.2.1.	Un plan de pacification de la zone est ressorti de l'organisation de 42 cadres de concertation sécuritaire élargis réalisés entre les autorités locales, les services de sécurité (PNC), d'autres services étatiques et les représentants des communautés	OIM & RHA 118,088\$	Personnel; Frais de déplacement ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 1.2.2.	Sous réserve de faisabilité et du respect de la légalité, les dispositions de	UNESCO 70,076\$	Personnel et autres employés ; Frais de	Pas de changement par rapport au budget initial

**IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3**

	gouvernance de la RFO prennent en compte les résultats du dialogue communautaire des populations vivant à l'intérieur de la réserve		déplacement ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	
Produit 1.2.3.	Les dispositions de gouvernance et gestion de la RFO établies sur base communautaire (Zonage, contrôle d'immigration et gestion des ressources naturelles) sont discutées et validées par les autorités locales.	UNESCO 64,680\$	Personnel et autres employés ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 1.2.4.	Une typologie des conflits fonciers et de la problématique d'accès à la terre, ainsi que des pistes de solutions, sont identifiés à travers de l'organisation de 15 rencontres entre les représentants des communautés et la Commission Foncière de l'Ituri avec une présence des femmes leaders	UN-Habitat 112,000\$ (7,466 \$ par rencontre avec des participants éloignés, 7 chefferies)	Personnel et autres employés Frais de déplacement Équipement, véhicules et mobilier Fournitures, produits de base, matériels Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 1.2.5.	Le statut de la RFO et le cadre de gestion communautaire des ressources naturelles sont discutées et validés de façon inclusive, aussi par les communautés riveraines (spécialement les femmes), la RFO, l'ICCN, la CFI et les Gouvernement de la Province Orientale.	UNESCO 86,238\$	Personnel et autres employés ; Frais de déplacement ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 1.2.6.	Les conflits fonciers identifiés en dehors de la RFO sont référés vers les structures de médiation (CFI et antennes), résolus de manière pacifique et durable, et les droits fonciers des communautés sont sécurisés à travers des méthodes alternatives	UN-Habitat 313,450\$	Personnel et autres employés Frais de déplacement Équipement, véhicules et mobilier Fournitures, produits de base, matériels Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial
Résultat 2.1 :				
L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue l'axe Mambasa-Epulu-Nia-Nia.				
Produit 2.1.1.	57 Km de route Luemba-Mambasa sont réhabilités en méthode	OIM 353,088\$	Personnel et autres employés Frais de	Produit supprimé et budget réaffecté vers 2.1.2.

**IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3**

	HIMO		déplacement Équipement, matériels Services contractuels	
Produit 2.1.2.	1 commissariat (Mambasa), 1 Commissariat (Nia-Nia) et 1 sous-commissariat (Epu) sont construits et dotés d'équipements électriques solaires, équipés en matériel et mobilier de bureau, leur personnel est équipé en moyens de communication	OIM 458,088\$ <u>811'176</u>	Personnel et autres employés Frais de déplacement Équipement, matériels Services contractuels	Budget 2.1.1 réaffecté vers ce produit.
Produit 2.1.3.	Une (1) clinique juridique est constituée dans la zone Mambasa-Epulu-Nia-Nia consistant en : Formation de para juristes de la zone	PNUD 20,000\$	Service contractuel	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 2.1.4.	Le Parquet de Grande Instance de Bunia et le tribunal de paix de Mambasa reçoivent un appui technique	PNUD 50,000\$	Service contractuel	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 2.1.5.	Un appui technique et opérationnel est apporté au tribunal de Paix de Mambasa et au parquet près ce dernier	PNUD 50,000\$	Service contractuel	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 2.1.6.	Des missions d'enquêtes sur des violations relatives aux crimes graves et aux crimes de nature sexuels sont réalisées dans la zone d'intervention	PNUD 40,000\$	Service contractuel	Pas de changement par rapport au budget initial
Résultat 2.2.				
L'Etat est de plus en plus reconnu comme le principal fournisseur des services (de qualité) et devient moins patrimonial				
Produit 2.2.1.	Formation des 200 officiers de la PNC (en tenant compte le principe d'équilibre du déploiement de la police et l'aspect genre)	OIM 140,688\$	Personnel et autres employés Frais de déplacement Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 2.2.2.	Appui aux autorités dans le déploiement des 100 officiers de la PNC	OIM 83,088\$	Personnel et autres employés Frais de déplacement	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 2.2.3.	20 greffiers du Tripaix sont formés en vue d'améliorer la qualité de service en synergie avec	PNUD 30,000\$	Service contractuel	Pas de changement par rapport au budget initial

**IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3**

	des méthodes extrajudiciaires de résolution des conflits, notamment fonciers (médiation)			
Produit 2.2.4.	25 officiers de police judiciaire sont formés ou recyclés sur les questions liées au traitement judiciaire des dossiers relatifs aux violences sexuelles en territoire de Mambasa	PNUD 20,000\$	Personnel, Frais de déplacement Équipement, Fournitures, produits de base, matériels Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 2.2.5.	4 audiences foraines sont réalisées sur des cas de violences sexuelles et résolution des conflits fonciers. ⁶	PNUD 70,000\$	Frais de déplacement + Service contractuel	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 2.2.6.	Un rapport sur l'organisation d'évaluations conjointe de la performance de la PNC et la Justice est produit	OIM 15,000\$	Personnel et autres employés Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 2.2.7.	1,500 personnes des localités ciblées sont directement sensibilisées sur le retour de l'administration légale	PNUD 25,000\$	Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 2.2.8.	Trois (3) Antennes de la Commission Foncière de l'Ituri sont mises en place et opérationnelles à Mambasa Centre, Epulu et Nia-Nia	UN-Habitat 200,240 \$	Personnel Frais de déplacement Équipement, véhicules et mobilier Fournitures, produits de base, matériels Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial
Résultat 3.1.				
D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes vulnérables, les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés				
Produit 3.1.1.	600 femmes / filles vulnérables (femme autochtone, déplacées et retournées, survivante de SVBG dans le territoire de Mambasa reçoivent un appui en Activités Génératrices de Revenu (AGR) non-agricole ainsi que un appui social et psychologique	OIM (APEC) 234,788\$	Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial

⁶Par rapport à la résolution des conflits : PNUD travaille avec acteurs judiciaires, sur le règlement judiciaire. UN Habitat est dans la résolution communautaire des conflits, de façon extra-judiciaire.

**IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3**

Produit 3.1.2.	10 AGR non-agricoles sont créées pour 150 femmes de policiers, de militaires et de la communauté comprenant des formations en gestion et un suivi, appui/conseil durant toute la durée du projet (OIM).	OIM 175,588\$	Personnel et autres employés Frais de déplacement produits de base, matériels Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 3.1.3.	50 Mutuelles de Solidarité (MUSO) mises en place et 3 groupements MUSO à Mambasa, Epulu et Nia-Nia	OIM (RHA) 168,088\$	Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial
Résultat 3.2. et autres financements				
Résultat 3.2.				
La capacité du secteur agricole et des activités génératrices de revenu de fournir des moyens de subsistance durable aux hommes et femmes est améliorée.				
Produit 3.2.1.	500 femmes/filles vulnérables (femme autochtone, déplacées et retournées, survivante de SVBG) dans le territoire de Mambasa) reçoivent un appui en AGR agricole	FAO 170,000\$	Personnel et autres employés, Frais de déplacement produits de base, services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial
Produit 3.2.2.	2,500 ménages des communautés riveraines de la RFO regroupés en Organisation Paysannes (O.P) et regroupement paysans (R.P.) ont leurs capacités techniques et organisationnelles renforcées dans le domaine agricole, sous l'approche Champs Ecoles Paysans	FAO 500,000\$	Personnel et autres employés, Frais de déplacement produits de base, matériels et intrants, Services contractuels	Pas de changement par rapport au budget initial

Tableau 2 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

PROJET DE BUDGET PBF – PNUD (inchangé)			
Catégories de dépense	Budget d'origine	Augmentation / diminution proposée	Nouveau budget proposé
1. Personnel et autres employés	20,000.00	N/A	N/A
2. Fournitures, produits de base, matériels	10,000.00	N/A	N/A
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	15,000.00	N/A	N/A
4. Services contractuels	300,000.00	N/A	N/A
5. Frais de déplacement	5,000.00	N/A	N/A
6. Transferts et subventions aux homologues	10,000.00	N/A	N/A
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	40,000.00	N/A	N/A
Sous-total	400,000.00	N/A	N/A
8. Coûts indirects*	28,000.00	N/A	N/A
TOTAL	428,000.00	N/A	N/A

PROJET DE BUDGET PBF – UNESCO (inchangé)			
Catégories de dépense	Budget d'origine	Augmentation / diminution proposée	Nouveau budget proposé
1. Personnel et autres employés	108,335.00	N/A	N/A
2. Fournitures, produits de base, matériels	16,214.00	N/A	N/A
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	10,000.00	N/A	N/A
4. Services contractuels	303,000.00	N/A	N/A
5. Frais de déplacement	33,948.00	N/A	N/A
6. Transferts et subventions aux homologues		N/A	N/A
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	42,603.00	N/A	N/A
Sous-total	514,100.00	N/A	N/A
8. Coûts indirects*	35,987.00	N/A	N/A
TOTAL	550,087.00	N/A	N/A

PROJET DE BUDGET PBF – UNESCO (inchangé)			
Catégories de dépense	Budget d'origine	Augmentation / diminution proposée	Nouveau budget proposé
1. Personnel et autres employés	126,171.00	N/A	N/A
2. Fournitures, produits de base, matériels	125,690.00	N/A	N/A
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	47,500.00	N/A	N/A
4. Services contractuels	186,820.00	N/A	N/A
5. Frais de déplacement	166,200.00	N/A	N/A
6. Transferts et subventions aux homologues	70,000.00	N/A	N/A
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	109,950.00	N/A	N/A
Sous-total	832,331.00	N/A	N/A
8. Coûts indirects*	58,263	N/A	N/A
TOTAL	890,594	N/A	N/A

PROJET DE BUDGET PBF – IOM (modifié)			
Catégories de dépense	Budget d'origine	Augmentation / diminution proposée	Nouveau budget proposé
1. Personnel et autres employés	499'424.00		N/A
2. Fournitures, produits de base, matériels	213'000.00	- 36'250.00	176'750.00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	25'247.00	+ 28'250.00	53'497.00
4. Services contractuels	115'300.00	+ 15'000.00	130'300.00
5. Frais de déplacement	9'000.00	+ 32'900.00	41'900.00
6. Transferts et subventions aux homologues	819'200.00		N/A
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	662'100.00	- 39'900.00	622'200.00
Sous-total	2'343'271.00	0	2'343'271.00
8. Coûts indirects*	164'029.00		164'029.00
TOTAL	2'507'300.00	0	2'507'300.00

SEP 10, 2015

La réaffectation budgétaire présentée dans le tableau ci-dessus Projet De Budget PBF – IOM (modifié) est expliquée comme suit :

Les montants des catégories **1. Personnel et autres employés** et **6. Transferts et subventions aux homologues** (qui ne concernent que le Pilier Dialogue Démocratique) demeurent inchangés. Toutefois, un rééquilibrage des lignes est opéré à l'intérieur de la catégorie **1. Personnel et autres employés** : Le budget de la ligne Project Manager est réduit pour permettre d'augmenter celles du Project assistant et de l'Ingénieur. En effet,

la construction de Bâtiments nécessite un suivi monitoring des entreprises exécutants les travaux qui seront sélectionnés par appel d'offre. Il est nécessaire de renforcer l'équipe en maintenant sur la durée des travaux l'ingénieur et l'assistant.

Les catégories **2. Fournitures produits de base matériels** et **7. Frais généraux de fonctionnement et autre couts directs** sont réduites sans que cela n'ait d'impact sur le résultat des activités correspondantes (pour les augmentations correspondantes voir ci-dessous les explications concernant les catégories 3. Equipement, véhicules et mobilier 4. Services contractuels et 5. Frais de déplacements). Les diminutions de budget au sein des catégories 2 et 7 affectent les lignes suivantes :

- Catégorie 2 : Equipement et communication ; Equipement pour les coopératives ;
- Catégorie 7 : Réhabilitation route de desserte agricole Mambasa-Luemba (qui devient dans son intitulé Construction de commissariats) ; Déploiement de 100 officiers de la PNC.

Les lignes dans la catégorie **3. Equipement véhicules et mobilier** doivent être augmentées pour permettre d'avoir un budget suffisant pour la ligne *Vehicle Fuel and maintenance* – de nombreux déplacements sont nécessaires pour atteindre la totalité de l'axe jusqu'à Nia-Nia a plus de 300 km de Bunia et avaient été sous-évalués, et les trois lignes équipement, software, *supplies et office supplies*, aussi sous-évaluées.

A la catégorie **4. Service contractuels** la réduction du montant de la ligne *Offices premises Bunia* permet d'augmenter *l'Office security costs MORSS* pour assurer la sécurité des personnels déployés dans le suivi de projet. La ligne Communication sous-évaluée nécessite une augmentation pour faire face aux couts internet téléphone.

Enfin, à la catégorie **5. Frais de déplacements** les *Duty Travel* doivent être augmenté car le budget indiqué permettait à une équipe au complet seulement 4 mois de fonctionnement.

- c) Capacité des nouvelles RUNOs et des nouveaux partenaires d'exécution

N/A.

III. Gestion et coordination

- a) Gestion du projet

En plus des arrangements de gestion précédemment définis et qui reste en vigueur, pour la réalisation des activités telles que modifiées, la PNC sera présente tout au long du projet de construction avec un comité de pilotage en lien avec les autorités locales et de manière interactive avec la population pour intégrer ces nouveaux bâtiments dans le paysage social.

- b) Gestion des risques

La matrice de risque initiale reste valide.

Risques	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Sécurité	Moyen	Moyen	Protection MONUSCO & PNC Planification d'une opération militaire sur l'axe par les FARDC avec un appui de la Brigade d'Intervention
Engagement du Gouvernement pour déploiement PNC sur l'axe	Moyen	Haut	lobby avec Gouverneur, Signature lettre d'engagement du Gouverneur,...
Lenteur mise en œuvre agences UN	Moyen	Haut	Mise en place Comité de Suivi avec STAREC et UAS
Non-participation des autorités locales cooptées comme personnes ressource	Faible	Moyen	Sensibilisation par le Commissaire de District, l'AT, etc.
La méfiance des bénéficiaires vis-à-vis du projet	Faible	Haut	Toute activité sera développée à travers les CLE et les Cases de la Femme, mettant la Communauté au centre des décisions

Toutefois, les stratégies de mitigation liées au risque 2 « Engagement du Gouvernement pour déploiement PNC sur l'axe » seront renforcées. Ainsi, en plus de la signature de ce document, les efforts des partenaires, de la MONUSCO et de la coordination vont être décuplés afin de s'assurer de l'existence de garanties quant à l'opérationnalisation effective des bâtiments et le déploiement des policiers aux nouvelles infrastructures. De plus, une démarche préventive visant à atténuer les conséquences d'un éventuel non-engagement sera mise en place à travers :

- La définition de règles de contrôles et des indicateurs de l'exploitation de la donation qui seront suivis dans la durée
- Une méthode de contrôle logistique et administratif adaptée aux besoins locaux
- Un budget permettant de mettre en place, après le déploiement des policiers, un service administratif de contrôle et de suivi

Enfin, le public et plus particulièrement la Société civile, sera informé et impliqué dans cet engagement, qui sera le garant de cette approche.

c) Suivi et évaluation

Cette section reste inchangée. La reformulation minimale des indicateurs de produits n'entraînent pas de conséquence sur le travail effectué à ce jour en terme de S&E, et n'impacte pas les indicateurs de résultats (*outcome*).

d) Dispositions administratives (langage normalisé)

Le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires (MPTF) du PNUD fait office d'Agent administratif (AA) du Fonds pour la consolidation de la paix, et est chargé, à ce titre, de recevoir les contributions des donateurs, d'assurer les transferts de fonds des entités des Nations Unies bénéficiaires, ainsi que de la consolidation des rapports narratifs et financiers et de la présentation de l'ensemble aux donateurs liés au PBSO et au Fonds. En tant qu'Agent administratif, le MPTF transfère les fonds aux entités des Nations Unies bénéficiaires sur la base du Mémoire d'accord signé par chaque entité et par le MPTF.

Fonctions de l'Agent administratif

Au nom des organisations participantes, et conformément au « Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds » (2008)⁷ (Protocole relatif à l'Agent administratif des Fonds d'affectation spéciale pluridonateurs et des Programmes conjoints, et du Fonds du programme des Nations Unies « Unis dans l'action ») – protocole approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) – le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires doit, en tant qu'Agent administratif du Fonds :

- Débourser des fonds à l'intention de chaque entité des Nations Unies bénéficiaire, conformément aux instructions du PBSO. En principe, l'Agent administratif procède à chaque versement dans un délai de 3 à 5 jours ouvrables après avoir reçu les instructions du PBSO, ainsi que le Formulaire de demande pertinent et le Descriptif de projet signé par tous les participants concernés;
- Consolider les rapports narratifs et les états financiers (annuels et finals), sur la base des demandes soumises à l'Agent administratif par les entités des Nations Unies bénéficiaires, et fournir aux donateurs et au PBSO les rapports d'activité consolidés;
- Procéder, dans le cadre du système du MPTF, à la clôture opérationnelle et financière du projet, une fois celui-ci déclaré officiellement achevé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire concernée (en joignant également le rapport narratif final, l'état financier final certifié et le document spécifiant le remboursement du solde);

⁷ Disponible à l'adresse suivante : <http://www.undg.org/docs/9885/Protocol-on-the-role-of-the-AA,-10.30.2008.doc>

Déboursier des fonds à l'intention de toute entité des Nations Unies bénéficiaire, afin de couvrir tout coût supplémentaire décidé par le PBSO, conformément au statut et aux règles du Fonds.

Responsabilité, transparence et rapports des entités des Nations Unies bénéficiaires

Les entités des Nations Unies bénéficiaires doivent assumer intégralement la responsabilité programmatique et financière des fonds qui leur sont versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront gérés par chaque entité conformément à son propre statut, ses propres règles, directives et procédures.

Chacune de ces entités tiendra un « grand livre » faisant état de la réception et de la gestion des fonds qui lui auront été versés par l'Agent administratif sur le budget du Fonds. Ce grand livre, autonome pour chaque entité, sera géré par l'entité en question conformément à ses règles, directives et procédures (y compris les règles régissant les intérêts). Chaque « grand livre » autonome sera soumis exclusivement aux procédures d'audit internes et externes établies dans le cadre du statut, des règles, des directives et procédures applicables à l'entité des Nations Unies concernée.

Chaque entité des Nations Unies bénéficiaire fournira à l'Agent administratif et au PBSO (uniquement en ce qui concerne les rapports narratifs, dans ce dernier cas) les éléments suivants :

- Des rapports d'activité semestriels, à soumettre au plus tard le 15 juillet;
- Des rapports d'activité narratifs annuels, à soumettre dans un délai de 3 mois après la fin de l'année civile (31 mars);
- Des états financiers annuels en date du 31 décembre et concernant les fonds versés à l'entité en question par le Fonds, à soumettre dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile (30 avril);
- Des rapports narratifs finals, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 4 mois (30 avril), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question. Le rapport final contiendra un résumé des réalisations et résultats en regard des buts et objectifs du Fonds;
- Des états financiers finals et certifiés, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 6 mois (30 juin), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question;
- Le solde non utilisé à la clôture du projet devra être reversé, et une notification sera envoyée à ce sujet au Bureau du MPTF, dans un délai de 6 mois (30 juin) au cours de l'année suivant l'achèvement des activités.

Propriété du matériel, des fournitures et autres biens

La propriété du matériel, des fournitures et autres biens financés sur le budget du Fonds sera assumée par l'entité des Nations Unies bénéficiaire et responsable des activités. Les questions de transfert de propriété demandé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire seront déterminées conformément aux politiques et procédures de l'entité en question.

Information du public

Le PBSO et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du Fonds sur le site Internet de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
 FORMULAIRE 2.3

Nom du pays : République Démocratique du Congo						
Dates du projet : 15 aout 2014 –15 février 2016 (18 mois)						
Pilier Dialogue Démocratique						
Théorie de changement pour l'IRF :						
Si, (1) une vision collective et de long-terme et des solutions concrètes pour la paix sont formulées dans les zones prioritaires de la stabilisation; (2) les autorités endossent les résultats du dialogue et que ces résultats informant la définition et la révision des politiques nationales; and (3) les initiatives de stabilisation sont harmonisées et se fondent sur les résultats du dialogue; alors a confiance des communautés dans les institutions étatiques sera renforcée, les conflits seront gérer de façon non-violente, et les causes des conflits trouveront une réponse plus adaptée et efficace, créant les fondements d'institutions stables et de la consolidation de la paix.						
Résultats	Produits	Indicateurs	Mode de vérification	Année 1	Année 2	Étapes
Description du résultat/effet 1.1 : Une vision collective à long terme pour la paix est formulée dans l'axe Mambasa-Epulu-Nia-Nia en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes et des minorités autochtones, et une culture de dialogue est profondément ancrée dans ces communautés à travers des formations et sessions de sensibilisation.		Indicateur de résultat Pourcentage de la population déclarant être impliqués dans le dialogue avec d'autres membres de la communauté, y inclus d'autres ethnicités, pour trouver des solutions pour l'insécurité et instabilité au niveau communautaire (désagrégé par genre, âge et groupe social/ethnique) Niveau de référence : TbD Cible : TbD	Enquête de perception Focus group discussions			Une baseline sera réalisée en début du projet par l'agence « lead »
		Indicateur de résultat # des groupes de femmes existants au niveau communautaire participant de façon régulière et active dans les plateformes de dialogue et processus de prise de décision par la communauté	Enquête de perception Focus group discussions			Une baseline sera réalisée en début du projet par l'agence « lead »

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

		Niveau de référence :TbD											
		Cible : 50 %											
	Produit 1.1.0 Une étude de référence est faite, afin d'établir le baseline du projet conjoint, et un calendrier de visites de terrain et des réunions de suivi est déterminé avec les partenaires de mise en œuvre pour assurer une coordination des résultats du dialogue (UNHABITAT lead).	Indicateur Baseline Niveau de référence : inexistant Cible : rapport des indicateurs d'outcome		x									
		Indicateur Calendrier et mécanisme de coordination en place Niveau de référence : inexistant Cible : Mécanisme effectif et calendrier partagé		x									
	Produit 1.1.1 Les structures communautaires (10 CLEs, 5 Comités locaux de gestion des ressources naturelles, 12	Indicateur Nombre de CLE renforcés Niveau de référence : 0 Cible : 7	-Rapports préparés par les CLE -Visite dans les CLE	x	x								Formations sur la prévention et résolution des conflits fonciers, la gestion

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

		<p>Nombre de séances de sensibilisation sur le Droit écrit</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 15</p>	d'activités								
		<p>Indicateur Connaissance par la population des recours au Droit « écrit » dans le cadre des violences sexuelles</p> <p>Niveau de référence :TbD</p> <p>Cible :TbD</p>	<p>Enquête de perception</p> <p>Focus group discussions</p>			x	x	x	x		<p>Evaluation, enquête de perception et FGD pour le baseline et en fin de projet par l'agence « lead »</p>
<p>Résultat / effet 1.2 : Les mécanismes durables de mise en place d'un processus de dialogue entre les divers intervenants du conflit, par l'identification et la résolution pacifique des conflits sont renforcés afin de promouvoir un dialogue entre les communautés et les autorités.</p>		<p>Indicateur Degré de connaissance des conclusions des dialogues par les autorités locales et provinciales</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 60%</p>	<p>Rapports des dialogues</p> <p>Enquêtes</p>								<p>Evaluation (enquête de perception et FGD en fin de projet par l'agence « lead »</p>
	<p>Produit 1.2.1. Un plan de pacification de la zone est ressorti de l'organisation de 42 cadres de concertation sécuritaire élargis réalisés entre les</p>	<p>Indicateur Nombre de cadres de concertation sécuritaire réalisés entre les autorités locales, les services de sécurité et autres services étatiques, et les</p>	<p>-Liste de présence lors des concertations -Compte rendu des concertations</p>		x	x	x	x	x		<p>-Identification d'un point focal au sein de chaque partie prenante afin d'Identifier les participants -Organisation des</p>

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
 FORMULAIRE 2.3

	autorités locales, les services de sécurité (PNC), d'autres services étatiques et les représentants des communautés	représentants des communautés Niveau de référence : 0 Cible : 42	-Rapport global des concertations									concertations -Compilation d'un rapport global (OIM/Haki na Amani)
	Produit 1.2.2. Sous réserve de faisabilité et du respect de la légalité, les dispositions de gouvernance de la RFO (zonage, immigration et gestion de ressources naturelles) prennent en compte les résultats du dialogue communautaire des populations vivant à l'intérieur de la réserve	Indicateur Nombre des résolutions dialogues inclus dans les dispositions de gouvernance de la Réserve. Niveau de référence : à déterminer sur la base des résultats dialogue Cible : à déterminer sur base des résultats du dialogue	Compte rendus des réunions des cadres de concertation.		x	x	x	x	x			Sous réserve de la légalité et faisabilité des résolutions du dialogue.
		Indicateur : Réunions du cadre de concertation tenues Niveau de référence : 0 Cible :4										
	Produit 1.2.3. Les dispositions de gouvernance et gestion de la RFO établies sur base communautaire (Zonage, contrôle d'immigration et gestion des ressources naturelles) sont	Indicateur Validation des autorités locales et provinciales des dispositions de gouvernance et gestion de la RFO Niveau de référence : non validés	Documents juridiques de validation (édits...)				X	X	X			3 ateliers organisés par UNESCO

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

	<p>Le statut de la RFO et le cadre de gestion communautaire des ressources naturelles sont discutés et validés de façon inclusive, aussi par les communautés riveraines (spécialement les femmes), la RFO, l'ICCN, la CFI et les Gouvernement de la Province Orientale.</p>	<p>Une conférence inclusive réalisée avec les représentants communautaires (y inclus les femmes)</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 1</p>	Conférence								
		<p>Indicateur : Les populations et les autorités s'engagent à respecter le statut et les dispositions de gestion de la RFO</p> <p>Niveau de référence : Désaccord de la part des populations locales (Table Ronde Mambasa Mai 2013)</p> <p>Cible: Engagement inclusif</p>									
	<p>Produit 1.2.6. Les conflits fonciers identifiés en dehors de la RFO sont référenciés vers les structures de médiation, résolus de manière pacifique et durable, et les droits fonciers des communautés sont sécurisés à travers des</p>	<p>Indicateur Nombre de droits fonciers recouverts à l'issue d'un plaidoyer ou une médiation</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : TBD</p>			x	x	x	x			<p>Validation des accords de la médiation entre les parties. Enregistrement (Basse de donnes) Plaidoyer pour la cession des terres au profit des groupes marginalisés.</p>

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

méthodes alternatives.									
Pilier Restauration de l'Autorité de l'Etat Théorie de changement pour l'IRF : Si (1) l'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue dans l'axe Mambasa-Epulu-Nia-Nia ; (2) l'Etat est de plus en plus reconnu comme le principal fournisseur de services et a la capacité de devenir moins patrimonial ; et (3) un cadre réglementaire favorable est mis en place, alors l'Etat sera de plus en plus perçu comme une présence favorable, l'insécurité institutionnelle endurée par les populations diminuera, et les communautés n'auront pas besoin de recourir à des stratégies parallèles pour leur protection et pour subvenir à leurs besoins.									
Résultats	Produits	Indicateurs	Mode de vérification	Année 1		Année 2		Étapes	
Description du résultat / effet 2.1 : L'Etat à la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue l'axe Mambasa-Epulu-Nia-Nia.		Indicateur Pourcentage de la population dans les zones prioritaires indiquant qu'ils ont accès aux services administratifs essentiels au niveau locale et du territoire (désagrégé par genre) Niveau de référence : TbD Cible : TbD	Enquêtes de perception Focus groups						Evaluation, enquête de perception et FGD pour le baseline et en fin de projet par l'agence « lead »
		Indicateur Pourcentage de la population dans les zones prioritaires indiquant qu'ils ont accès à la police au cas de nécessité. Niveau de référence : TbD Cible : TbD	Enquêtes de perception Focus groups						Evaluation, enquête de perception et FGD pour le baseline et en fin de projet par l'agence « lead »
		Indicateur Pourcentage de la population, y inclus les	Enquêtes de perception						Evaluation, enquête de perception et FGD pour le baseline

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

		hommes et les femmes, qui perçoivent avoir accès au système de justice formel, et pourcentage de la population qui perçoivent avoir accès au système traditionnel (par région, genre, revenu, ethnicité) Niveau de référence : TbD Cible : TbD	Focus groups									et en fin de projet par l'agence « lead »
Produit 2.1.1 Route Luemba-Mambasa est réhabilitée en méthode HIMO	Indicateur Nombre de kilomètres réhabilités Niveau de référence +0 Cible +57	-Rapports d'avancement mensuels écrits par le chef de projet avec l'appui de l'ingénieur -Visites sur le terrain			x	x	x	x				-Étude de faisabilité -Constitution de l'équipe de gestion et de mise en œuvre des travaux -Planification des travaux -Planification et coordination des achats du matériel requis -Réhabilitation de la route
	Indicateur Amélioration de la situation socio-économique, sécuritaire et humanitaire de la population locale Niveau de référence :TbD Cible : TbD	Discussion/consultation avec la population locale										
Produit 2.1.2. Le bâtiment de la police commissariats et le sous commissariats sont construits et	Indicateur : Nombre de Commissariats construits Niveau de référence : 0 Cible : 2	-Rapports d'avancement mensuels – Visites sur le terrain -Photos				x	x	x				-Constitution de l'équipe de gestion et de mise en œuvre des travaux -Planification des travaux

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
 FORMULAIRE 2.3

leur personnel est équipé en moyens de communication	Indicateur Nombre de Sous-commissariats réhabilités Niveau de référence : 0 Cible : 1	-Rapports d'avancement mensuels -Visites sur le terrain -Photos						x	x	x	-Coordination avec l'administration des Commissariats et sous-commissariat -Planification et coordination des achats du matériel requis -Construction des Commissariats et sous-commissariat -Achat et installation des moyens de communications, kits solaires et kits mobilier et bureautique -Distribution des radios Motorola -Remise des rapports de donation - Transfert des donations bâtiments et équipements aux autorités de la PNC- Remise officielle au cours d'une cérémonie de clôture
	Indicateur Nombre de systèmes de communication installés Niveau de référence : 0 Cible : 3 (1 par Commissariat ou sous-commissariat)	-Facture des équipements achetés -Photos								x	
	Indicateur Nombre de kits solaires installés Niveau de référence : 0 Cible 3 (1 par Commissariat ou sous-commissariat)	-Facture des équipements achetés -Photos								x	
	Indicateur Nombre de Kits mobilier et bureautique installés Niveau de référence : 0 Cible : 3 (1 par Commissariat ou sous-commissariat)	-Facture des équipements achetés -Photos								x	
	Indicateur Nombre de radios Motorola distribuées Niveau de référence : 0	-Facture des équipements achetés								x	

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

		Cible : 35 (15 par commissariat et 5 pour le sous commissariat)										
	Produit 2.1.3. Clinique juridique est constituée dans la zone Mambasa-Epulu-Nia-Nia consistant en : Formation de para juristes de la zone	Indicateur Nombre de clinique juridique constitué. Niveau de référence : aucune clinique juridique0 Cible : 1 clinique constituée	Existence d'un contrat de partenariat avec le PNUD -Rapports d'activités et financiers -Nombre de personnes conseillées, orientées, accompagnées par la Clinique Juridique			X	X	X	X			-Contact avec les cliniques juridiques existantes dans le territoire de Mambasa -Lancement de l'offre pour le contrat de partenariat avec le PNUD -Panel de sélection d'une clinique juridique partenaire - Signature du contrat de prestation des services avec le PNUD par la clinique juridique partenaire.
		Indicateur Nombre des para-juristes formés Niveau de référence : Cible :										
	Produit 2.1.4. Le Parquet de Grande Instance de Bunia, le tribunal militaire et le tribunal de paix de	Indicateur Nombre de jugement rendus par les tribunaux de paix et de grande instance -Nombre de jugements rendus par le tribunal	-Les rapports des missions d'évaluation			X	X	X	X			-Planification des activités par le Comité de Suivi de la Chaîne Pénale -Préparation technique et

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
 FORMULAIRE 2.3

	<p>Mambasa (formation sur la conduite des procédures judiciaires relatives aux violences sexuelles, et mentoring) reçoivent un appui technique pour assurer une présence fréquente et, si nécessaire, quasi permanente à Mambasa</p>	<p>militaire -Nombre de cas d'irrégularité relevés lors des enquêtes -Perception des populations du fonctionnement de la justice civile et militaire à Mambasa</p> <p>Niveau de référence : La justice n'est pas connue comme un outil au service des populations. /perception négative de l'appareil judiciaire</p> <p>Cible : Plus de 100 personnes dont 30 hommes et 70 femmes sont rétablis dans leur droit lors à l'issue de ces missions</p>								<p>logistique avec l'implication des bénéficiaires (élaboration d'outils de suivi...) -Mise en œuvre des missions -Evaluation</p>
	<p>Produit 2.1.5. Un appui technique et opérationnel est apporté au tribunal de Paix de Mambasa et au parquet près ce dernier. Cf. ci-dessus</p>	<p>Indicateur -Des cas d'irrégularité et de dysfonctionnement sont identifiés et sanctionnés -Les causes de la lenteur judiciaires sont identifiées et des réponses appropriées sont apportées</p> <p>Niveau de référence : - Le parquet et le tribunal de grande instance sont démunis du minimum d'équipement nécessaire pour leur fonctionnement</p>	<p>-Les rapports des missions d'évaluation</p>		X	X	X	X		<p>- Planification des activités par le Comité de Suivi de la Chaîne Pénale -Préparation technique et logistique avec l'implication des bénéficiaires (élaboration d'outils de suivi...) -Mise en œuvre des missions -Evaluation</p>

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
 FORMULAIRE 2.3

		normal (bureautique ; matériel informatique ; mobilier... Cible : Le tribunal de paix et le tribunal militaire de Mambasa									
	Produit 2.1.6. Des missions d'enquêtes sur des violations relatives aux crimes graves et aux crimes de nature sexuels sont réalisées dans la zone d'intervention	Indicateur Nombre de missions d'enquête de violations relatives aux crimes de Violences Sexuelles Niveau de référence : Environ deux missions d'enquête sont organisées par an à Mambasa. Cible : Les OPJ et Magistrats civils ou militaires organisent au moins 4 missions d'enquête durant les 18 mois				x	x	x	x		
Description du résultat / effet 2.2. : L'Etat est de plus en plus reconnu comme le principal fournisseur des services (de qualité) et devient moins patrimonial		Indicateur Perception du niveau de corruption des services étatiques par la population de la zone d'intervention (Désagrégé par sexe) Niveau de référence : TbD Cible : TbD	Enquêtes de perception Focus groups								Evaluation, enquête de perception et FGD pour le baseline et en fin de projet par l'agence « lead »
		Indicateur Pourcentage de la	Enquêtes de perception								Evaluation, enquête de perception et FGD

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

	<p>Produit 2.2.3. Des greffiers sont formés en vue d'améliorer la qualité de service en synergie avec des méthodes extrajudiciaires de résolution des conflits, notamment fonciers (médiation)</p>	<p>Indicateur Nombre des greffiers du Tripaix formés</p> <p>Niveau de référence : Les greffiers en fonction ne disposent pas de connaissances en matière des conflits fonciers, prévention et médiation pacifique des conflits.)</p> <p>Cible : 20 greffiers du Tripaix de Mambasa formés</p>	<p>-Rapports des séances préparatoires -Modules de formation disponible -Rapport final de la formation -Liste de présence</p>					X	X		<p>-Etat des lieux du nombre de greffiers intéressés et des formations précédemment reçues -Identification des formateurs et préparation technique des modules de formation -Déroulement de la formation -Evaluation -Rapport final</p>
		<p>Indicateur Qualité des jugements rédigés par les greffiers</p> <p>Niveau de référence : TbD</p> <p>Cible : TbD</p>									<p>Le PNUD fera une évaluation de la qualité des jugements rédigés en début et fin de projet afin de déterminer l'évolution suites aux formations</p>
	<p>Produit 2.2.4. officiers de police judiciaire sont formés ou recyclés sur les questions liées au traitement judiciaire des dossiers relatifs aux violences sexuelles en territoire de Mambasa</p>	<p>Indicateur Nombre de policiers formés</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 25</p>						x	x		<p>Formation et recyclage sur les questions liées au traitement judiciaire des dossiers relatifs aux violences sexuelles</p>

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

	<p>Produit 2.2.5. Des audiences foraines sont réalisés sur des cas de violences sexuelles et.</p>	<p>Indicateur Nombre d'audiences foraines réalisées. Niveau de référence : 0 Cible : 4 audiences foraines réalisées</p>	<p>-Rapport d'audience foraine -Nombre des décisions de justice rendues</p>				X	X	X		<p>-Etat des dossiers en attente de jugement -Demande introduite par les tribunaux -Examen de la demande par le Comité des audiences foraines -Préparation technique et logistique (Partie Nationale/Nations Unies/ONG/Barreau) -Mise en œuvre des audiences -Rapport / Evaluation</p>
	<p>Produit 2.2.6. Un rapport sur l'organisation des évaluations conjointe de la performance de la PNC et la Justice est produit</p>	<p>Indicateur Nombre de rapports produits sur l'organisation des évaluations conjointe de la performance de la PNC et la Justice Niveau de référence : 0 Cible : 1</p>	<p>-Rapport final</p>				x				<p>-Organisation de réunions consultatives conjointes -Consultations et rencontres avec les partenaires -Évaluation de la performance de la PNC et de la Justice -Compilation des données recueillies -Rédaction et finalisation du rapport</p>
	<p>Produit 2.2.7. Population des localités ciblées sont directement</p>	<p>Indicateur Nombre des personnes sensibilisées sur le retour de l'administration légale ainsi</p>	<p>Rapport d'activités Liste des participants</p>		x	x	x	x	X		

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

	sensibilisées sur le retour de l'administration légale ainsi que sur le rôle et la mission de l'administration publique.	que sur le rôle et la mission de l'administration publique Niveau de référence : 0 Cible : 1500												
	Produit 2.2.8. Antennes de la Commission Foncière de l'Ituri sont mises en place et opérationnelles a Mambasa Centre, Epulu et Nia-Nia	Indicateur Nombre d'antenne de la commission foncière d'Ituri mises en place Niveau de référence : 0 Cible : 3	Rapports de formations des animateurs fonciers de la Commission foncière de l'Ituri PV installation Antennes de la CF de l'Ituri à Mambasa centre, Epulu et Nia-Nia. Liste présences, Photos		x	x	x	x	X					Bureaux opérationnels, fréquentés par les populations, Rapport des séances de sensibilisation et de médiation
Pilier réinsertion, réintégration et Relance Economique														
Théorie de changement pour l'IRF :														
Si(1) la population de l'axe Mambasa – Epulu – Nia-Nia s'engage dans des activités de relèvement socio-économique qui mettent l'accent sur la cohésion sociale et la résilience, (2) les autorités et la communauté internationale sont alignées dans leur soutien à ces initiatives, alors les communautés seront en mesure de gérer les chocs externes plus paisiblement, et seront en mesure de créer les conditions du développement et d'une répartition plus équitable des richesses seront créés.														
Résultats	Produits	Indicateurs	Mode de vérification	de	Année 1	Année 2	Etapes							
Description du résultat / effet 3.1. : D'autres débouchés		Indicateur Pourcentage des ménages avec un membre	Enquêtes de perception											Evaluation (enquête de perception et FGD pour le baseline)

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
 FORMULAIRE 2.3

économiques sont créés pour les groupes vulnérables, les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés		appartenant à un group à risque (jeunes, ex-combattants, IDPs etc.) indiquant une amélioration dans ses conditions de vie (désagrégé par genre, ménages femme/homme chef de ménage) Niveau de référence : TbD Cible : TbD	Focus groups Analyse d'experts							et en fin de projet par l'agence « lead »
		Indicateur Nombre des ménages avec femme chef de ménage et/ou victimes de violences sexuelles/basé sur le genre capables de sécuriser leurs moyens de subsistance en s'impliquant dans une activité économique durable. Niveau de référence : TbD Cible : TbD	Enquêtes de perception Focus groups Analyse d'experts							Evaluation (enquête de perception et FGD pour le baseline et en fin de projet par l'agence « lead »
		Indicateur Degré de perception de la population envers la PNC et FARDC (désagrégé par genre et âge) Niveau de référence : TbD Cible : TbD	Enquêtes de perception Focus groups Analyse d'experts							

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

	Produit 3.1.1. Des femmes/filles vulnérables (femme autochtone, déplacées et retournées, survivante de SVBG) sur l'Axe reçoivent un appui en AGR non-agricole ainsi que un appui social et psychologique ⁸	Indicateur Nombre de femmes/filles vulnérables recevant un appui en AGR non-agricole. Niveau de référence : 0 Cible : 600	-Feedback des femmes/filles appuyées -Rapports narratifs préparés par APEC			x	x	x	x		
	Produit 3.1.2. Des AGR non-agricoles sont créées pour 150 femmes de policiers, de militaires et de la communauté y inclus des formations en gestion et un suivi, appui/conseil.	Indicateur Nombre de femmes de policiers, de militaires et de la communauté bénéficiant d'Activités Génératrice de Revenu (AGR) de commerce Niveau de référence : 0 Cible : 150	-Visite sur le terrain -Discussion /consultation avec les femmes			x	x	x	x		-Identification des femmes - Sélection des femmes -Consultations avec elle sur leurs besoins -Identification d'AGR/commerces appropriés -Mise sur pied AGR/commerce
		Indicateur Pourcentage des femmes ayant un sentiment d'autonomie/d'indépendance économique Niveau de référence : 0 Cible : 100%	-Discussion /consultation avec les femmes			x	x	x	x		Formations en gestion -Suivi, appui/conseil durant toute la durée du projet
	Produit 3.1.3.	Indicateur				x	x	x	x		-Identification et

⁸Application d'approche communautaire afin d'éviter la stigmatisation des femmes victimes des violences sexuelles.

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

	MUSO mises en place et 3 groupements MUSO à Mambasa, Epulu et Nia Nia(Haki na Amani)	Nombre de MUSO mises en place Niveau de référence : 0 Cible : 50								sélection des participants aux MUSO -Mise sur pied des MUSO
Résultats ont été soumis à la Commission PBO (autre financement)										
Résultats	Produits	Indicateurs	Mode de vérification	Année 1		Année 2		Étapes		
Description du résultat / effet 3.2. : La capacité du secteur agricole et des activités génératrices de revenu de fournir des moyens de subsistance durable aux hommes et femmes est améliorée.		Indicateur Perceptions des communautés par rapport aux moyens de subsistance Niveau de référence :Tb Cible :TbD	Enquêtes de perception	X						Une baseline sera réalisée en début du projet par l'agence
		Indicateur La sécurité alimentaire d'au moins 80 % des ménages assistés est améliorée grâce à l'organisation des bénéficiaires en OP à travers l'approche CEP Niveau de référence : TbD Cible : 80% de ménages		X						
	500 femmes/filles vulnérables (femme autochtone, déplacées et retournées, survivante de SVBG)	Indicateur Nombre de femmes bénéficiant d'Activités Génératrice de revenu (AGR) agricoles.	Rapport d'activités Visites de terrain	X	X	X	X	X	X	-Identification des bénéficiaires et de leurs besoins spécifiques en intrants -Distribution des kits d'intrants -Formation continue

